L.V. c. Département de l'Éducation de NYC, 03 Civ. 9917 (SDNY)

Les parents d'enfants suivant un programme d'enseignement personnalisé ayant reçu ou étant susceptibles de recevoir une ordonnance au terme d'une audience impartiale doivent lire l'avis ci-joint sur la diffusion d'informations et de documents concernant leur enfant dans le cadre d'un litige devant le tribunal fédéral.

Les traductions en espagnol, arabe, bengali/bangla, chinois, français, créole haïtien, coréen, russe et ourdou sont disponibles sur le site du DOE à l'adresse : [procédure équitable : audiences impartiales et médiation](#)

Notification de divulgation éventuelle des dossiers scolaires d'élèves

Veillez lire attentivement cette notification. Ce message concerne l'éventuelle divulgation de documents ou de données susceptibles de contenir des informations sur votre enfant, si celui-ci a été reconnu élève en situation de handicap et s'il a fait ou pourrait faire l'objet d'une ordonnance finale d'audience impartiale.

I. Nature de l'action en justice

Cette action en justice portait sur le manquement du Département de l'Éducation (« DOE ») de la ville de New York à exécuter en temps opportun les ordonnances émises par les agents de l'audience impartiale intervenus dans l'audience impartiale tenue en vertu de la Loi pour l'éducation des personnes handicapées (IDEA), 20 U.S.C. § 1400, *et seq.* et de la loi N.Y. Education Law § 4401, *et seq.* En 2007, les parties ont conclu une Stipulation de règlement (la « Stipulation ») par laquelle le DOE a accepté d'exécuter ces ordonnances en temps opportun.

En janvier 2021, le tribunal a accepté la requête du plaignant pour la désignation d'un expert judiciaire. Le 14 avril 2021, le Tribunal a rendu une ordonnance désignant David Irwin, de Thru-Ed, en tant qu'expert judiciaire. Le 14 mai 2021, le tribunal a rendu une ordonnance détaillant les obligations et pouvoirs de l'expert judiciaire, qui comprennent, entre autres, le pouvoir d'examiner les processus du DOE pour la mise en œuvre des ordonnances d'audience impartiales et de recommander au tribunal des améliorations pour permettre au DOE de mettre en œuvre les ordonnances en temps opportun. Conformément à cette ordonnance, l'expert judiciaire peut avoir accès aux dossiers scolaires des étudiants, sous réserve du respect par le DOE de loi sur la protection de la vie privée et le droit des familles à une éducation (20 U.S.C. § 1232g; 34 C.F.R. Partie 99) (« FERPA »).

II. Données devant être divulguées

Pour que l'expert judiciaire soit en mesure d'accomplir son devoir, le Tribunal a ordonné au DOE de faciliter à l'expert judiciaire (ainsi qu'à ses employés et consultants chez Thru-Ed) l'accès aux dossiers contenant des informations confidentielles sur la scolarité de l'élève y compris, sans s'y limiter, les documents soumis lors de la procédure d'audience impartiale, les ordonnances de l'audience impartiale, les données de conformité et les documents relatifs à l'enseignement spécial de l'élève, tels que les programmes d'enseignement personnalisé, les évaluations, les autorisations, les factures etc. L'expert judiciaire devra préserver la confidentialité de tous documents et informations relatifs à l'élève. Aucune information propre à l'élève ne sera communiquée aux avocats du plaignant sauf consentement exprès de la parente de l'élève. Si les rapports de l'expert judiciaire auprès du Tribunal contiennent des informations propres à l'élève, celles-ci ne seront pas rendues publiques.

L'expert judiciaire n'utilisera ces informations que dans le cadre de son travail d'examen des procédures entreprises par le DOE pour exécuter les ordonnances de l'audience impartiale et de recommandation au Tribunal d'améliorations permettant au DOE d'exécuter les ordonnances en temps opportun. La divulgation de ces informations n'affectera aucun de vos droits en tant que parent à solliciter des services d'enseignement personnalisé pour votre enfant.

III. Objections à la divulgation

Si vous consentez à la divulgation de ces informations auprès de l'expert judiciaire, aucune action n'est requise de votre part.

Si vous ne souhaitez pas que les informations concernant votre enfant soient communiquées à l'expert judiciaire, vous devrez contester cette divulgation en déposant une objection à l'avocat du DOE adressée à :

Jeffrey S. Dantowitz
NYC Law Department
100 Church Street, Room 2-121
New York, NY 10007

ou par e-mail à l'adresse LVObjection@law.nyc.gov. Merci d'indiquer en référence Affaire *LV v. DOE* (Dossier No. 03--9917) dans votre courrier. Le présent avis s'accompagne d'un formulaire d'objection, mais aucune objection écrite ne sera rejetée si elle n'est pas soumise par ce formulaire. En cas d'objection de votre part, aucun dossier où figurent des informations personnelles permettant votre identification ou celle de votre enfant ou quelque autre information protégée au titre de la loi FERPA ne sera communiqué à l'expert judiciaire, bien que la divulgation nominative ou indirecte du nom de votre enfant puisse survenir. **Toute objection devra avoir été reçue le 3 décembre 2021 ou, pour les ordonnances d'audience impartiale rendue après le 12 novembre 2021, dans les trois semaines suivant**

l'ordonnance de l'audience impartiale.

Si vous souhaitez en savoir plus sur le présent avis, veuillez contacter les avocats du plaignant, en la personne de Rebecca Shore, d'Advocates for Children of New York, Inc. au 646532-6078.